



## Enseignants : « J'étais à 2.300 euros au bout de dix ans »... Ils ont démissionné de l'Education nationale



- Les départs définitifs volontaires parmi les enseignants du public en poste à l'Education nationale sont passés de 1.554 en 2019-2020 à 2.286 en 2020-2021.
- Les causes sont multiples. Beaucoup d'enseignants ayant démissionné et qui ont répondu à notre appel à témoins citent leur insatisfaction salariale.
- Sont évoquées aussi la détérioration des conditions de travail ces dernières années, des tensions plus fortes avec les parents d'élèves et des réformes incessantes qui ne prennent pas en compte les réalités de terrain.

Une désillusion après une autre, ils ont fini par prendre la décision de changer de métier. Chaque année, des enseignants quittent l'Education nationale. Le nombre de démissions de profs a d'ailleurs augmenté. Les départs définitifs volontaires parmi les enseignants du public en poste à l'Education nationale sont ainsi passés de 1.554 en 2019-2020 à 2.286 en 2020-2021. Et si on remonte encore plus loin, la comparaison est encore plus flagrante : en 2008-2009, on recensait 364 démissions.

Une augmentation que la Rue de Grenelle tente de minimiser : « Depuis le 1er janvier 2020, les enseignants ont la possibilité de partir avec une rupture conventionnelle. Ce qui explique cette forte hausse ». Certes, la proportion de départs n'est pas très importante au regard des 850.000 enseignants exerçant en France. Mais dans un contexte de baisse des inscriptions aux concours, ces départs préoccupent. « Sur les cinq dernières années scolaires, la hausse des démissions est d'environ 200 démissionnaires en plus chaque année », soulignait d'ailleurs une étude du ministère de l'Education intitulée *De l'entrée à la sortie de l'Education nationale* et publiée en 2020. Elle démontrait que les professeurs des écoles étaient ceux qui quittaient le plus le navire : « leur taux de démission est de 0,24 % contre 0,18 % des certifiés, 0,14 % des agrégés et 0,10 % des PLP (professeur en lycée professionnel). » Autre constat : ce sont les enseignants stagiaires qui jettent le plus l'éponge. Car bien souvent, ils prennent conscience du décalage entre leurs idéaux professionnels et la réalité du terrain.

Une rémunération jugée insuffisante



Ces démissions sont multifactorielles. Mais parmi les raisons les plus évoquées par les ex-enseignants ayant répondu à notre appel à témoins, figure leur insatisfaction salariale : « J'étais à 2.300 euros au bout de dix ans tout en étant diplômé d'un Master 2, cela me semblait insuffisant », confie Nicolas, ancien professeur de Physique-Chimie devenu inspecteur de l'environnement. Même constat chez David, ex-prof de philosophie, qui travaille désormais au ministère de l'Intérieur : « Je trouvais que ma rémunération et mes conditions de travail n'étaient pas en adéquation avec la difficulté du concours que j'avais obtenu. » Cendrine, qui a démissionné de son poste de prof des écoles pour devenir agent immobilier, confie aussi que la question salariale a beaucoup joué : « Les enseignants font beaucoup d'heures qui ne se voient pas : réunions entre midi et deux ou le soir, rendez-vous avec les parents, préparation et correction. On achète aussi souvent avec notre propre argent du matériel. A la fin de l'année, ça chiffre », souligne-t-elle.

La détérioration de leurs conditions de travail est aussi souvent évoquée. « Elles se sont considérablement dégradées avec la réforme du lycée : plus d'élèves par classe, mais aussi des cours où je me sentais parfaitement inutile comme l'enseignement scientifique, 1h par semaine devant 35 élèves de première générale en amphithéâtre. La gestion de l'hétérogénéité de mon public était parfois difficile, devant réaliser un programme exigeant avec un panel d'élèves aux profils très variés ! Si certains lycéens étaient d'un niveau correct, d'autres étaient à la limite de l'illettrisme, et les mettre au travail était alors particulièrement difficile », évoque ainsi Nicolas. Fanny, qui prépare actuellement sa reconversion, trouve aussi que les conditions d'exercice se sont durcies : « Nous sommes davantage des éducateurs (le respect et les notions de politesse sont à enseigner), des assistants sociaux, des psychologues. Nous ne sommes peu ou pas formés aux réalités du terrain : les diverses formes de handicap ou les difficultés ou facilités pour les apprentissages ». Etienne, lui, n'a pas tenu longtemps : il a démissionné de son poste de prof d'Histoire-Géographie au bout de deux ans. « Les difficultés à gérer la discipline des collégiens m'ont tout de suite donné envie d'arrêter », confie-t-il.

« Ras le bol des réformes successives ne tenant jamais compte de la réalité du terrain »

Certains évoquent aussi le rapport tendu avec les parents d'élèves. C'est ce que raconte Manon, ancienne prof d'arts-plastiques : « J'ai donné ma démission en décembre car je devais constamment me justifier auprès des parents, et même parfois auprès des élèves. Dans certains établissements, ce sont les parents qui font la loi. Ils appellent les directeurs pour critiquer des enseignants en pensant que leurs enfants ne peuvent pas mentir... Pour me protéger, je prenais des photos des projets d'élèves qui n'avaient pas la moyenne. » Jérôme évoque aussi « le climat délétère provoqué par une infime partie des parents d'élèves ». « Ils se font un plaisir d'inventer de faux problèmes, de se plaindre directement à nos supérieurs. Cela est bien souvent ressenti comme de l'injustice et cela use, rend nerveux et inquiet pour tout, tout le temps », évoque-t-il.

Enfin, certains profs semblent ne plus trouver de sens à ce qu'ils font. « Ras le bol des réformes successives ne tenant jamais compte de la réalité du terrain », déclare Pascale, qui a jeté l'éponge après vingt-deux ans d'enseignement de l'espagnol. « Je n'aimais plus du tout mon ministère de tutelle et sa gestion délirante. Et la crise du Covid-19 et sa gestion, entre autres, m'ont décidée définitivement », témoigne aussi Emilie.

La crise du recrutement enseignant étant un dossier prioritaire du nouveau ministre de l'Education, celui-ci s'est déjà engagé à revoir les salaires à la hausse. « Il faut procéder à des augmentations de salaires, de traitements, c'est ce que nous allons discuter avec les organisations syndicales, pour créer un choc d'attractivité afin de faire en sorte que cette profession soit revalorisée », a insisté Pap Ndiaye jeudi sur France Inter. Mais pour garder les enseignants en poste, il devra aussi s'attaquer à la délicate question des





URL :<http://www.20minutes.fr/>

PAYS :France

TYPE :Web Grand Public

► 12 juillet 2022 - 05:43

[> Version en ligne](#)

conditions de travail, mais aussi aux possibilités d'évolution dans l'Education nationale...

